

---

## Les limites du culte de la formation professionnelle : comment le système éducatif suisse reproduit les inégalités sociales

*The limits of the cult of vocational education and training : how the Swiss educational system reproduces social inequality*

*Die Grenzen des Berufsausbildungs-Kultes : Wie das schweizerische Bildungssystem soziale Ungleichheit reproduziert*

*Los límites del culto de la formación profesional : cómo el sistema educativo suizo reproduce las desigualdades sociales*

**Julie Falcon**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4641>

DOI : 10.4000/formationemploi.4641

ISSN : 2107-0946

### Éditeur

La Documentation française

### Édition imprimée

Date de publication : 20 avril 2016

Pagination : 35-53

ISSN : 0759-6340

### Référence électronique

Julie Falcon, « Les limites du culte de la formation professionnelle : comment le système éducatif suisse reproduit les inégalités sociales », *Formation emploi* [En ligne], 133 | Janvier-Mars 2016, mis en ligne le 21 avril 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4641> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.4641>

---

© Tous droits réservés

# Les limites du culte de la formation professionnelle :

## comment le système éducatif suisse reproduit les inégalités sociales

JULIE FALCON

*Docteure en sciences sociales de l'université de Lausanne. Elle y est enseignante-chercheuse au sein du Centre de recherche sur les parcours de vie et les inégalités (LINES). Ses recherches portent sur l'analyse temporelle de la stratification sociale et de la mobilité sociale*

---

### Résumé

■ Les limites du culte de la formation professionnelle : comment le système éducatif suisse reproduit les inégalités sociales

Comment ont évolué les inégalités sociales suite à l'expansion du système éducatif suisse au cours du XX<sup>e</sup> siècle ? Nos analyses, s'appuyant sur vingt et une enquêtes réalisées entre 1972 et 2013, révèlent que, même si l'expansion du système éducatif a favorisé l'égalité d'accès à l'éducation post-obligatoire, de fortes inégalités sociales subsistent. Il s'avère ainsi que le système éducatif suisse, caractérisé par de nombreuses filières de formations professionnelles, joue un rôle important dans la persistance de ces inégalités.

**Mots clés :** enseignement technique-professionnel, apprentissage, reproduction sociale, système éducatif, démocratisation de l'enseignement, promotion sociale, cheminement scolaire, Suisse

---

### Abstract

■ The limits of the cult of vocational education and training: how the Swiss educational system reproduces social inequality

How has social inequality evolved following the expansion of the Swiss educational system during the 20th century? Our analyses, based on twenty-one surveys undertaken between 1972 and 2013, reveal that, even though the expansion of the educational system favored equality of the access to post-compulsory education, some strong social inequality persists. It proves to be that the Swiss educational system, characterized by numerous vocational education and training tracks, plays an important role in the persistence of these inequalities.

**Keywords:** technical & vocational education, apprenticeship, social reproduction, education system, democratisation of education, social advancement, school paths, Switzerland

*Journal of Economic Literature:* I 21, J 62

Traduction : *Auteure*

Avec ses nombreuses filières de formation professionnelle, dont l'apprentissage est la forme la plus développée, le système éducatif suisse, tout comme le système allemand, fait souvent figure de modèle par rapport à d'autres pays occidentaux. Principalement tourné vers la formation en entreprise, il permet aux jeunes d'apprendre un métier et d'acquérir des compétences pratiques leur assurant une bonne intégration sur le marché du travail (Buchmann & Sacchi, 1998 ; Shavit & Müller, 1998) ; en témoigne le faible taux de chômage des jeunes dans ces deux pays. Ainsi, la promotion de la formation professionnelle, en particulier de l'apprentissage, est devenue un cheval de bataille des politiques éducatives dans de nombreux pays (OCDE, 2013), et tout particulièrement au sein de l'Union européenne (Commission européenne, 2010).

La formation professionnelle permettrait de répondre aux défis actuels posés à l'Union européenne en réduisant le taux de chômage des jeunes et le nombre de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme. Sur le long terme, elle offrirait une meilleure adaptation du marché du travail aux changements technologiques, encouragerait la compétitivité et l'innovation, et générerait une plus grande cohésion sociale (*Journal officiel de l'Union européenne*, 2010).

Ce type de discours n'est pas nouveau puisque déjà, lors de l'institutionnalisation de la formation professionnelle en Suisse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la formation professionnelle sous forme d'apprentissage apparaissait comme un moyen de désamorcer les tensions sociales en permettant à la classe ouvrière d'améliorer ses conditions de vie, notamment grâce aux gains de productivité réalisés (Bonoli, 2012). Pour autant, quand bien même la formation professionnelle permettrait d'améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, contribuerait-elle à la réduction des inégalités sociales ?

Depuis les réformes éducatives entreprises dans les pays occidentaux à partir de la fin des années 1950, un nombre croissant de la population accède à l'éducation post-obligatoire. Ainsi, selon la théorie libérale de l'industrialisme (Blau & Duncan, 1967 ; Kerr et al., 1960 ; Parsons, 1960 ; Treiman, 1970), nos sociétés sont censées être devenues plus méritocratiques.

Les changements induits par ces réformes, résultant de l'industrialisation, devraient avoir réduit l'emprise des avantages acquis à la naissance sur la position sociale qu'occupe un individu dans la société. Les variables dites *ascriptives*, telles que l'origine sociale, le sexe et la race, s'effaceraient au profit des caractéristiques *acquises*, telles que le mérite

et le talent, mesurées à l'aune de la réussite scolaire (voir aussi la théorie du capital humain : Becker, 1964). Les preuves empiriques de cette théorie sont toutefois bien plus nuancées. Même si on constate une certaine réduction de l'inégalité des chances face à l'école (Breen et *al.*, 2009), et une légère augmentation de la fluidité sociale<sup>1</sup> (Breen, 2004) dans la plupart des sociétés occidentales, l'origine sociale exerce toujours une forte emprise sur la destinée sociale des individus.

Plusieurs arguments théoriques ont été convoqués pour expliquer la persistance des inégalités scolaires et sociales.

La théorie de la reproduction sociale de Bourdieu et Passeron (1964 ; 1970) soutient que l'institution scolaire, en utilisant les normes culturelles de la classe dominante, avantage les enfants des classes sociales supérieures dans leur réussite scolaire, perpétuant ainsi les inégalités sociales. La théorie de l'action rationnelle (Breen & Goldthorpe, 1997, voir aussi Boudon, 1985), de son côté, plutôt que d'insister sur le rôle des institutions, souligne l'importance de la rationalité des acteurs dans la reproduction des inégalités éducatives. Même si les enfants des classes défavorisées ont tendance à moins bien réussir à l'école du fait de leur socialisation familiale que ceux des classes favorisées (effet primaire), à compétences égales, ils s'orienteront vers des filières éducatives moins ambitieuses que leurs camarades plus favorisés (effet secondaire). De plus, de récentes recherches ont montré que la rétribution de la valeur d'échange des titres éducatifs sur le marché du travail s'est amoindrie (Bol, 2013). Il faut désormais être davantage diplômé qu'auparavant pour espérer accéder à une même position sociale (voir aussi les modèles théoriques développés par Spence, 1973 et Thurow, 1975). Enfin, d'autres recherches ont révélé que le diplôme est devenu, dans certains domaines, de moins en moins important dans le processus de recrutement, laissant plus de place aux caractéristiques individuelles non méritocratiques telles que l'apparence, la présentation de soi et l'accent (Jackson et *al.*, 2005).

D'importantes inégalités sociales subsistent également en Suisse. Même s'il existe relativement peu d'études sur le sujet, contrairement au cas français, les recherches existantes ont mis en évidence qu'en comparaison internationale, la Suisse figure parmi les pays où la reproduction intergénérationnelle est la plus forte (Pfeffer, 2008). Le rôle de l'origine sociale demeure déterminant dans la réussite éducative et professionnelle (Falcon 2012 ; 2013 ; Falcon & Joye, 2015 ; Jacot, 2013 ; Jann & Combet, 2012 ; Jann & Seiler, 2014).

En outre, les inégalités entre hommes et femmes restent saillantes. Même si l'accès à l'éducation s'est égalisé, les stéréotypes de genre ont une emprise importante sur les choix d'orientation des élèves (Gianettoni, 2011 ; Imdorf et *al.*, 2014 ; Gianettoni et

1. La fluidité sociale correspond à la mesure relative de la mobilité sociale. Mesurée avec la statistique des rapports de chances relatives (*odds ratios* en anglais), la fluidité sociale permet d'évaluer la mobilité nette des effets de structure, en raisonnant en termes de chances d'accès à telle catégorie plutôt qu'à telle autre.

*al.*, 2015), ce qui se répercute sur le marché du travail où le taux de ségrégation sexuelle est l'un des plus élevés des pays occidentaux (Charles & Buchmann, 1994 ; Charles & Grusky, 2005 ; Kriesi *et al.*, 2010).

Le système éducatif est généralement pointé du doigt pour expliquer la persistance de ces inégalités. En effet, en orientant les individus à un âge particulièrement précoce – entre 11 et 12 ans selon les cantons – dans des filières très segmentées<sup>2</sup>, le système éducatif suisse offre peu de chances aux élèves issus des milieux défavorisés de compenser leur désavantage de départ, et aux filles et garçons de s'affranchir des stéréotypes de genre.

Ainsi, alors qu'avec ses nombreuses filières de formation professionnelle dont l'apprentissage est la forme la plus répandue, le système éducatif suisse offre à ses jeunes une intégration efficace sur le marché du travail, il contribue en même temps à la reproduction des inégalités sociales. Pour autant, ces inégalités sociales se sont-elles résorbées au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en particulier suite aux réformes éducatives entreprises à la fin des années 1990, avec l'introduction de la Maturité professionnelle et la mise en place des Hautes Ecoles Spécialisées (HES) ?

Comme dans les autres pays occidentaux, les inégalités d'accès à l'éducation devraient s'être réduites au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en Suisse, à la fois entre les hommes et les femmes, entre les différentes classes sociales, et entre la population autochtone (*i.e.* de nationalité suisse) et la population étrangère<sup>3</sup>. Cette tendance devrait toutefois être moins prononcée dans les filières d'éducation supérieure, dans la mesure où la démocratisation y a été plus modérée que dans d'autre pays.

En parallèle, la rétribution des titres éducatifs sur le marché du travail devrait avoir changé : les diplômés de l'enseignement supérieur devenant plus nombreux, les possibilités offertes aux personnes moins diplômées de gravir l'échelle sociale s'amoin-drissent. Ainsi, l'apprentissage n'offrirait plus d'aussi bonnes chances d'accéder à des positions sociales élevées dans la hiérarchie sociale.

Enfin, ces changements ne devraient pas avoir touché uniformément toute la population. Les inégalités entre hommes et femmes devraient avoir diminué davantage que celles entre les différentes classes sociales et entre les Suisses et les étrangers, étant donné la forte féminisation de l'accès à l'éducation et au marché du travail durant le XX<sup>e</sup> siècle (Buchmann & DiPrete, 2006).

---

2. Nous ne pouvons, par manque de place, détailler davantage ici le système éducatif suisse. Nous invitons le lecteur souhaitant approfondir ce sujet à consulter le rapport de SKBF-CSRE (2014), en ligne : <http://www.skbf-csre.ch/fr/publications/rapports-sur-leducation/>.

3. En Suisse, les personnes de nationalité étrangère représentent aujourd'hui 23 % de la population totale (Office fédéral de la statistique, 2013), faisant de la Suisse le pays européen ayant le plus fort pourcentage de population étrangère après le Luxembourg.

### Encadré 1 : Des données historiques pour mesurer l'évolution des inégalités sociales

L'analyse a été réalisée à partir de vingt-et-une enquêtes suisses représentatives de la population, chacune contenant des informations détaillées sur l'origine sociale du répondant (c'est-à-dire la position sociale du père du répondant lorsque ce dernier avait 15 ans), le niveau d'étude du répondant et sa position sociale au moment de l'enquête. Collectées entre 1972 et 2013, ces enquêtes sont les suivantes : *Swiss Voting Study* (1972) ; *Attitude Politique* (1975) ; *Mobilité Spatiale et Professionnelle* (1981) ; *International Social Survey Programme / MOSAiCH* (1987, 1999, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013) ; *Les Suisses et leur Société* (1991) ; *Schweizer Umweltsurvey* (1994) ; *Schweizer Arbeitsmarktsurvey* (1998) ; *Panel Suisse des Ménages* (1999, 2004 - nouvel échantillon seulement) ; *European Social Survey* (2002, 2004, 2006, 2008, 2010, 2012).

Soulignons que toutes ces données existent grâce au travail de différentes équipes de chercheurs universitaires. Sans ces données, il serait impossible d'analyser l'évolution de la reproduction sociale en Suisse, puisque les enquêtes de l'Office Fédéral de la Statistique ne comportent généralement pas d'indicateur d'origine sociale.

Un travail considérable d'harmonisation des données a été entrepris. Pour mesurer l'origine sociale et la position sociale du répondant, la classification ESeC a été utilisée (Rose & Harrison, 2010). Nous avons retenu une version de l'ESeC regroupée en trois catégories ainsi nommées :

La classe supérieure : elle comprend les cadres, les chefs d'entreprise et les professions libérales et intellectuelles ;

La classe intermédiaire : elle regroupe les professions intermédiaires, les petits commerçants et artisans, et les agriculteurs ;

La classe populaire : elle désigne les employés et les ouvriers.

Le niveau d'étude est mesuré en six catégories (Bergman et al., 2009) (1) :

- études obligatoires ;
- études secondaires générales sans Maturité ;
- études secondaires générales avec Maturité ;
- études secondaires professionnelles (dont l'apprentissage) ;
- études supérieures professionnelles (y compris les HES, Hautes Ecoles Spécialisées) ;
- études universitaires et écoles polytechniques fédérales.

Une fois harmonisées (2), les données ont été agrégées puis divisées en plusieurs cohortes de naissance. Cette méthode, courante dans l'analyse de la mobilité sociale, permet de saisir le changement social à travers l'expérience des générations qui se succèdent. Dans la mesure où nous ne sélectionnons que les individus âgés de 30 à 64 ans (3) au moment de l'enquête, notre échantillon se cantonne aux individus nés entre 1908 et 1983, échantillon que nous avons ensuite divisé en six cohortes (4) : 1908-1934 ; 1935-1944 ; 1945-1954 ; 1955-1964 ; 1965-1974 ; 1975-1983.

Au final, l'échantillon contient 22 897 observations, dont 2 901 concernent des étrangers. Pour simplifier la démonstration, et aussi en raison de contraintes liées aux données, nous ne distinguons pas les étrangers en fonction de leur nationalité d'origine et assimilons les étrangers naturalisés aux Suisses.

1 : Dans la mesure où le nombre de personnes possédant un niveau d'études du secondaire général, avec ou sans Maturité, est très faible en Suisse (~10 %), nous ne présentons pas de résultats à ce niveau dans nos analyses. Des analyses détaillées sont néanmoins disponibles dans Falcon & Joye (2015)

2 : S'il existe indéniablement des variations de mesure entre les différentes enquêtes de nos données, elles ne sont pas systématiques. En ce sens, nous ne sommes pas en mesure d'identifier une source de biais possible, si biais il y a. Par ailleurs, nous mettons à disposition du lecteur qui le souhaite une annexe qui détaille la distribution de l'échantillon et le travail d'harmonisation réalisé.

3 : Ces restrictions permettent de minimiser, d'une part, des biais liés à la mobilité de carrière, puisqu'on considère qu'à partir de 30 ans, la plupart des individus ont atteint une position sociale relativement stable (cf. le concept de « *maturité professionnelle* » développé par Goldthorpe (1987)) ; d'autre part, des biais liés aux risques de mortalité différenciés en fonction de la classe sociale, puisque les individus issus des classes populaires ont en moyenne une espérance de vie moindre que les autres.

4 : Etant donné les restrictions d'âge utilisées, les cohortes ne sont pas toutes observées dans les mêmes tranches d'âge, les cohortes les plus anciennes étant observées à un âge plus avancé et les plus récentes à un âge plus précoce. Cela implique que les cohortes ne sont théoriquement pas strictement comparables entre elles.

En outre, ces caractéristiques *ascriptives* devraient non seulement continuer à avoir de l'emprise sur la vie des individus mais aussi se cumuler, générant, selon la configuration, des avantages ou désavantages cumulatifs (DiPrete & Eirich, 2006). Ainsi, un homme issu d'une classe sociale aisée et de nationalité suisse est jugé le plus avantage et une femme d'origine sociale ouvrière et de nationalité étrangère la plus désavantagée (voir aussi la littérature sur l'intersectionnalité : Anthias, 2013).

L'analyse visera tout d'abord à évaluer l'ampleur de la démocratisation scolaire, en Suisse, et la manière dont elle reconfigure les inégalités sociales, pour ensuite déterminer quel rôle jouent les caractéristiques *acquises*, mesurées à l'aune du niveau d'étude, et les caractéristiques *ascriptives*, telles que l'origine sociale, le sexe et l'origine nationale, sur la réussite sociale.

## 11 La démocratisation scolaire en Suisse : un bilan ambivalent

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'accès à l'éducation post-obligatoire est devenu quasiment universel en Suisse : près de 90 % des personnes nées à partir de 1955 franchissent ce seuil, contre moins de 60 % parmi celles nées avant 1935 (voir **Tableau 1**).

L'ouverture de l'accès à l'éducation post-obligatoire a contribué à réduire les inégalités entre classes sociales et entre hommes et femmes (voir **Graphique 1**). Dans la génération 1975-1983, les femmes sont même plus nombreuses que les hommes à accéder aux études post-obligatoires. Toutefois, l'écart s'est creusé entre les Suisses et les étrangers au cours des générations, les étrangers ayant une plus grande probabilité de ne pas accéder aux études post-obligatoires. Cela s'explique notamment par un changement dans le profil de la population de nationalité étrangère résidant en Suisse, qui s'est diversifiée en termes d'origine géographique et de milieu social (Piguet, 2013).

**Tableau 1 : L'expansion du système éducatif suisse au cours des générations, en %**

	1908-1934	1935-1944	1945-1954	1955-1964	1965-1974	1975-1983
Accès aux études post-obligatoire	57.5	78.7	85.6	89.1	90.8	90.6
- dont accès aux études secondaires professionnelles	30.6	39.6	45.4	45.0	45.5	37.2
Accès aux études supérieures	12.8	28.0	30.3	33.8	37.4	44.6
- dont accès aux études supérieures professionnelles	7.2	18.6	19.4	22.1	21.9	26.1
- dont accès aux études universitaires	5.6	9.5	10.9	11.7	15.5	18.5

**Note de lecture :** Sur la génération 1975-1983, 90.6 % ont accédé aux études post-obligatoire et 18.5 % aux études universitaires.

**Source :** données construites par l'auteur à partir de vingt-et-unes enquêtes réalisées entre 1972 et 2013.

Si l'accès à l'éducation post-obligatoire s'est sensiblement démocratisé au cours du XX<sup>e</sup> siècle, un constat différent s'impose au niveau de l'accès à l'éducation supérieure.

Alors que le nombre de diplômés du supérieur n'a cessé d'augmenter au fil des générations, atteignant 45 % dans la génération 1975-1983 (voir le **Tableau 1**), les inégalités restent fortes (voir **Graphique 1**). En effet, les femmes continuent d'avoir moins de chances d'accéder aux études supérieures que les hommes et les inégalités entre classes sociales n'ont pas véritablement diminué. Pire, elles se sont même accentuées au sein des générations les plus récentes. Ainsi, les chances d'accéder à l'enseignement supérieur sont bien plus élevées pour les enfants issus de la classe supérieure que pour ceux issus de la classe populaire.

Quant à la population étrangère, si elle dispose de chances d'accès à l'enseignement supérieur comparables à celles de la population autochtone, il n'est pas certain que cela signifie que les étrangers qui sont nés et/ou ont grandi en Suisse aient véritablement les mêmes chances d'accéder à l'enseignement supérieur que les Suisses, la Suisse ayant



massivement importé de la main-d'œuvre hautement qualifiée au cours des deux dernières décennies (Pecoraro, 2005 ; Piguet, 2013).

Ainsi, si d'un côté, l'expansion du système éducatif a induit une certaine égalisation entre les différents groupes sociaux, d'un autre côté, les inégalités d'accès à l'éducation supérieure demeurent fortes. Pour mieux comprendre ce paradoxe, il convient de décomposer l'évolution de l'accès à l'éducation au sein des différentes filières, professionnelles et générales, du système éducatif suisse.

Alors qu'en moyenne, sur la totalité de la période étudiée, à peine 12 % de la population suisse accède à l'université, près de 60 % est diplômée d'une formation professionnelle (voir **Tableau 1**).

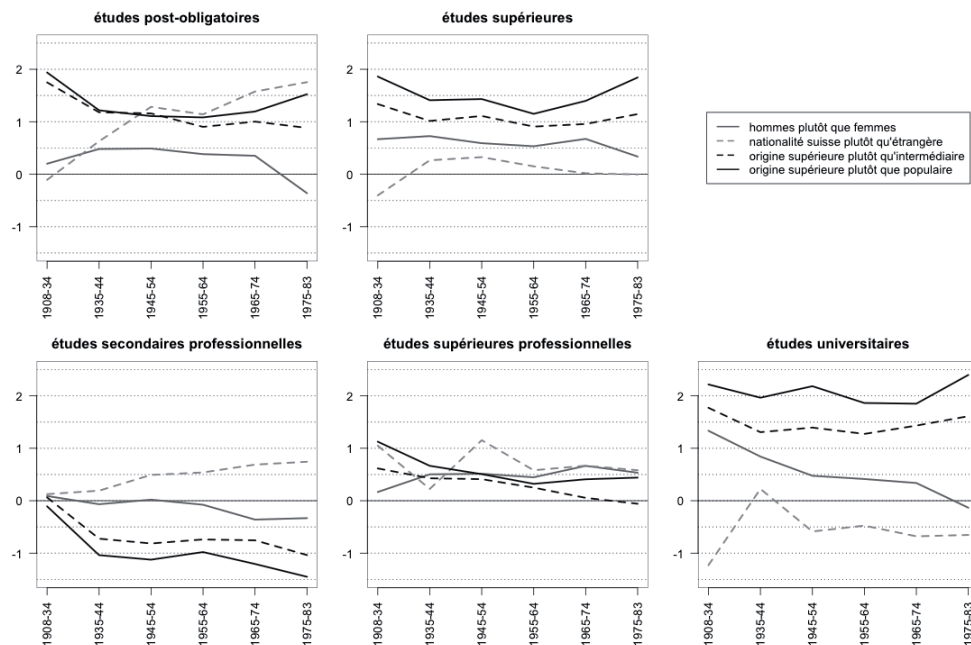
La filière d'études secondaires professionnelles constitue le niveau d'étude le plus répandu en Suisse, représentant à elle seul plus de 40 % de l'ensemble des diplômés. Au sein de cette filière, l'équilibre entre hommes et femmes est demeuré quasi parfait jusqu'aux générations nées au milieu des années 1960, après quoi les femmes deviennent surreprésentées (voir **Graphique 1**). Quant à la composition en termes de classes sociales, même s'il semble que cela n'ait pas toujours été le cas, les chances d'être diplômé du niveau secondaire professionnel sont beaucoup plus faibles pour les personnes issues de la classe supérieure que pour celles issues des classes populaires et intermédiaires.

Enfin, ce sont avant tout les Suisses plutôt que les étrangers qui s'orientent vers les études secondaires professionnelles.

La popularité de l'apprentissage s'est néanmoins récemment atténuée puisque, entre les générations 1965-1974 et 1975-1983, le pourcentage de diplômés d'un apprentissage a chuté de 46 % à 37 %.

Cette tendance majeure s'explique principalement par une augmentation du nombre de diplômés dans l'enseignement supérieur professionnel. En effet, dans la génération 1975-1983, cette filière représente 26 % des diplômés, contre 22 % dans la génération précédente. Les inégalités entre les différentes classes sociales sont les plus faibles au sein de cette filière, tandis que les étrangers y sont sous-représentés par rapport aux Suisses. Quant aux inégalités entre hommes et femmes, elles ne se sont pas réduites au cours du temps, les hommes ayant toujours plus de chances que les femmes d'être diplômés de l'enseignement supérieur professionnel.

**Graphique 1 : Evolution des chances d'accès à différents niveaux et filières d'études, en Suisse, en fonction du sexe, de l'origine sociale et de la nationalité**



**Note :** Les résultats sont exprimés en logarithme de rapports de chance (*log-odds* en anglais). Un *log-odds* positif indique que les chances d'accès à tel niveau d'études sont plus élevées pour le groupe x que pour le groupe y, et un *log-odds* négatif que ces chances sont plus élevées pour le groupe y que pour le groupe x. Un *log-odds* de 0 indique des chances égales. Plus le *log-odds* s'éloigne de 0, plus ces chances sont grandes.

**Exemple de lecture :** Dans la génération 1975-1983, les chances d'avoir un diplôme universitaire sont beaucoup plus élevées pour les personnes d'origine sociale supérieure que pour celles issues de la classe populaire.

**Source :** données construites par l'auteur à partir de vingt-et-une enquêtes réalisées entre 1972 et 2013.

Les inégalités entre hommes et femmes dans l'obtention d'un diplôme universitaire se sont en revanche non seulement résorbées mais aussi inversées, les femmes ayant légèrement plus de chances que les hommes d'accéder à l'université dans la génération 1975-1983. Par ailleurs, les étrangers ont beaucoup plus de chances de posséder un diplôme universitaire que les Suisses. Cela s'explique par la politique migratoire de la Suisse qui, au cours des deux dernières décennies, et pour répondre à la demande sur le marché du travail, a favorisé l'importation de main-d'œuvre hautement qualifiée principalement en provenance des pays voisins (Pecoraro, 2005 ; Piguet, 2013).

Enfin, l'accès à l'université reste majoritairement réservé à la classe supérieure. C'est à ce niveau que les inégalités sont les plus fortes, puisque les personnes issues de la classe supérieure ont significativement plus de chances d'être diplômées d'une université que celles issues des classes intermédiaire ou populaire. Cet avantage s'est même renforcé à

partir des générations nées après 1964. Autrement dit, en Suisse, l'accès à l'université est resté extrêmement élitiste.

Ainsi, même si la démocratisation du système éducatif a réduit certaines inégalités dans l'accès à l'éducation, d'autres inégalités n'ont guère évolué, et d'autres encore se sont accentuées.

Les enfants des classes intermédiaire et populaire sont certes mieux formés qu'auparavant, mais la structure éducative est demeurée particulièrement rigide, les enfants de la classe supérieure poursuivant plutôt leurs études jusqu'au niveau supérieur et les autres s'arrêtant au secondaire.

En outre, lorsque la démocratisation est apparente, elle ne s'observe pas automatiquement dans tous les domaines, comme c'est le cas de l'évolution de l'accès aux filières supérieures professionnelles, où l'écart entre les différentes classes sociales s'est réduit, tandis que celui entre hommes et femmes s'est maintenu. La démocratisation, dans ce cas, est donc toute relative.

Elle le devient encore plus si dans le même intervalle de temps, les groupes les plus avantagés ont continué à occuper les positions les plus privilégiées sur le marché du travail.

## 2 | Les études récompensées ? L'inégal accès aux positions sociales supérieures

Sous l'impulsion du développement de l'économie des services, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le marché du travail s'est tertiarié.

Les chances d'accéder à un emploi dans la classe supérieure plutôt que dans la classe populaire ont significativement augmenté (voir **Tableau 2**). Alors que la classe populaire représentait 44 % de la structure sociale dans la génération 1908-1934, cette proportion a chuté à 24 % dans la génération 1975-1983. Dans la même période, ces proportions sont passées de 22 % à 48 % pour la classe supérieure.

**Tableau 2 : Tertiarisation du marché du travail suisse au cours des générations et importance du niveau d'étude dans l'accès aux différentes classes sociales, en %**

	1908-1934	1935-1944	1945-1954	1955-1964	1965-1974	1975-1983
Accès à la classe supérieure	21.7	35.5	40.5	42.1	43.0	48.3
- diplôme du secondaire professionnel	16.3	23.5	27.4	27.0	23.4	24.1
- diplôme du supérieur professionnel	50.7	59.0	62.9	62.5	66.6	71.3
- diplôme universitaire	86.9	88.0	86.0	86.6	88.9	92.3
Accès à la classe intermédiaire	35.2	33.0	32.9	31.9	30.5	27.8
- diplôme du secondaire professionnel	39.8	40.2	40.2	39.4	39.7	40.7
- diplôme du supérieur professionnel	38.0	29.6	28.3	27.2	26.2	23.8
- diplôme universitaire	9.7	10.9	11.5	10.8	8.3	7.0
Accès à la classe populaire	43.1	31.5	26.7	26.0	26.5	24.0
- diplôme du secondaire professionnel	43.9	36.3	32.4	33.6	36.9	35.2
- diplôme du supérieur professionnel	11.3	11.4	8.8	10.4	7.2	5.0
- diplôme universitaire	3.3	1.0	2.5	2.7	2.8	0.7

**Note de lecture :** Parmi la génération 1975-1983, 48.3 % de la population accède à la classe supérieure et 92.3 % des diplômés des études universitaires accèdent à la classe supérieure.

**Source :** données construites par l'auteur à partir de vingt-et-une enquêtes réalisées entre 1972 et 2013.

L'accès aux différentes classes sociales reste fortement corrélé avec le niveau d'études. En moyenne, plus de 88 % des diplômés d'une université atteignent la classe supérieure, contre seulement 23 % des diplômés du secondaire professionnel. Inversement, à peine 2 % en moyenne des diplômés d'une université accèdent à la classe populaire, contre 36 % pour les diplômés du secondaire professionnel.

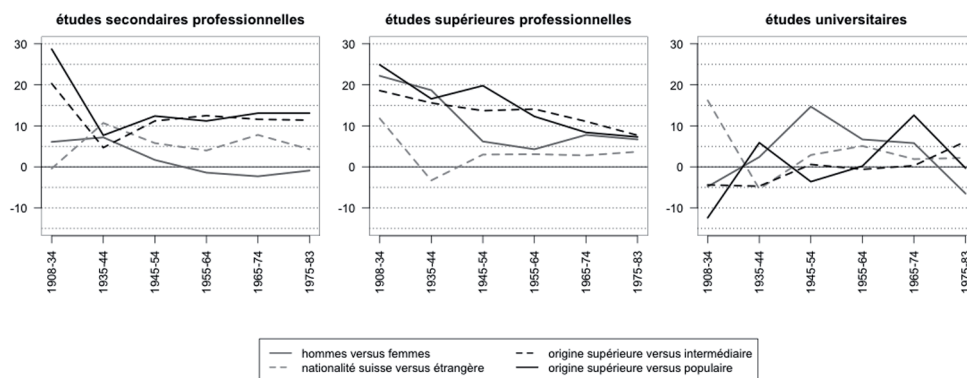
Ces tendances ont toutefois évolué au cours du temps. A partir de la génération 1965-1974, les chances d'accès à la classe supérieure pour les diplômés du secondaire professionnel ont diminué tandis qu'elles ont augmenté pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Ainsi, ces derniers ont moins de chances d'atteindre les classes intermédiaire et populaire alors que les diplômés du secondaire professionnel accèdent en plus grand nombre à la classe populaire. *Quid* des inégalités entre les différents groupes sociaux ?

Dans une société méritocratique, il est attendu que plus un individu est méritant, par exemple en réussissant à franchir les différents paliers du système éducatif, plus il obtiendra une position sociale élevée dans la société, indépendamment de ses caractéristiques individuelles telles que le sexe, l'origine sociale et la nationalité. Ainsi, théoriquement, nous ne devrions observer aucune différence majeure dans la probabilité d'accès à une classe sociale donnée au sein des diplômés d'un même niveau d'étude. Dans le cas suisse, si l'on se focalise sur l'accès à la classe supérieure, on constate néanmoins des différences importantes (voir **Graphique 2**).

Parmi les diplômés du secondaire professionnel, les inégalités d'accès à la classe supérieure entre hommes et femmes se sont réduites pour correspondre à des probabilités d'accès comparables dans les générations les plus récentes ; cependant, les inégalités entre les Suisses et les étrangers et entre les différentes origines sociales ont peu évolué et demeurent considérables. Dans la génération 1975-1983, les Suisses sont de quatre points de pourcentage plus nombreux à accéder à la classe supérieure que les étrangers. Quant aux personnes issues de la classe supérieure, ces écarts s'élèvent respectivement à 11 et 13 points de pourcentage, comparés aux origines sociales intermédiaires et populaires. Ainsi, à même niveau d'étude, les Suisses et les personnes issues de la classe supérieure sont mieux récompensés sur le marché du travail.

Une tendance similaire se dessine parmi les diplômés du supérieur professionnel où les Suisses, les personnes issues de la classe supérieure mais aussi les hommes ont de plus grandes probabilités d'accéder à la classe supérieure, même si les différences entre les hommes et les femmes et entre les origines sociales se sont réduites au fil du temps. Enfin, comme nous l'avons déjà montré précédemment, c'est parmi les diplômés d'une université que les chances d'accéder à la classe supérieure sont les plus élevées en Suisse. C'est aussi le niveau d'étude qui discrimine le moins en fonction du sexe, de l'origine sociale et de la nationalité.

**Graphique 2 : Différences de probabilité d'accès à la classe supérieure, en Suisse, en fonction du sexe, de l'origine sociale et de la nationalité par niveau d'études**

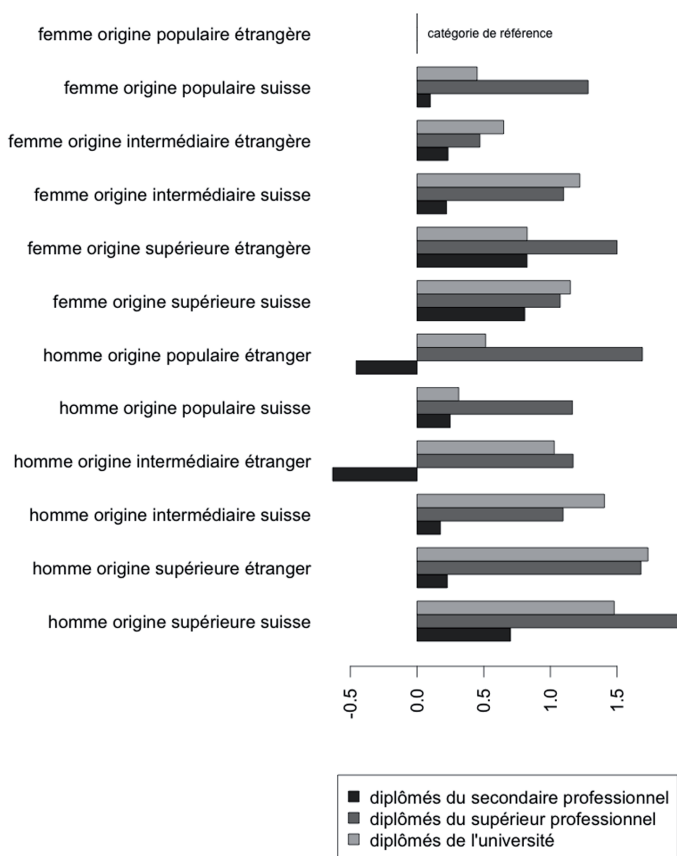


**Note :** Les résultats sont exprimés en écarts de probabilité d'accès (*i.e.* soustraction de pourcentages). Un écart positif indique que les probabilités d'accès à la classe supérieure sont plus élevées pour le groupe x comparées à celles du groupe y, et un écart négatif que ces probabilités sont plus élevées pour le groupe y comparées à celles du groupe x. Un écart de 0 indique des probabilités égales. Plus l'écart s'éloigne de 0, plus ces probabilités sont fortes.

**Exemple de lecture :** Dans la génération 1975-1983, parmi les diplômés du secondaire professionnel, les personnes issues de la classe supérieure sont de 13 points de pourcentage plus nombreuses à accéder à la classe supérieure que celles issues de la classe populaire.

**Source :** données construites par l'auteur à partir de vingt-et-une enquêtes réalisées entre 1972 et 2013.

**Graphique 3 : Chances d'accès à la classe supérieure pour la génération 1965-1983 en fonction des caractéristiques *ascriptives* cumulées par niveau d'études**



**Note :** Les résultats sont exprimés en logarithme de rapports de chance (*log-odds* en anglais) avec pour catégorie de référence les femmes d'origine sociale populaire et de nationalité étrangère. Un *log-odds* positif indique que les chances d'accès à la classe supérieure sont plus élevées pour le groupe x que pour le groupe de référence, et un *log-odds* négatif que ces chances sont plus élevées pour le groupe de référence que pour le groupe x. Un *log-odds* de 0 indique des chances égales. Plus le *log-odds* s'éloigne de 0, plus ces chances sont grandes (*log-odds* positif) ou faibles (*log-odds* négatif).

**Exemple de lecture :** Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur professionnel, ce sont les hommes suisses d'origine sociale supérieure qui ont le plus de chances d'accéder à la classe supérieure, comparés aux femmes de nationalité étrangère et d'origine sociale populaire.

**Source :** données construites par l'auteur à partir de vingt-et-une enquêtes réalisées entre 1972 et 2013.

Néanmoins, l'avantage ou le désavantage associé à chacune de ces caractéristiques peuvent se cumuler (voir **Graphique 3**). Ainsi, parmi les diplômés du secondaire professionnel, les chances d'accès à la classe supérieure sont plus élevées pour les femmes issues de la classe supérieure, qu'elles soient Suisses ou étrangères, comparées aux femmes étrangères d'origine sociale populaire. Quant aux hommes avec le même niveau d'étude, le fait d'être de nationalité étrangère réduit les chances d'accès à la classe supérieure, quelle que soit leur origine sociale.

Parmi les femmes diplômées de l'enseignement supérieur professionnel, celles de nationalité étrangère et d'origine sociale supérieure ont le plus de chances d'accéder à la classe supérieure comparées aux femmes étrangères d'origine sociale populaire. Les femmes Suisses ont toutefois elles aussi des chances élevées d'accéder à la classe supérieure, et ce, quelle que soit leur origine sociale. Pour les hommes issus des classes supérieures ou de nationalité étrangère avec une origine sociale populaire, les chances d'accéder à la classe supérieure sont particulièrement élevées lorsqu'ils sont diplômés de l'enseignement supérieur professionnel.

Enfin, parmi les diplômés de l'université, comparés aux femmes étrangères d'origine sociale populaire, les hommes avec une origine sociale intermédiaire ou supérieure ont de plus grandes chances d'accéder à la classe supérieure. Parmi les femmes, celles de nationalité suisse avec une origine sociale supérieure ou intermédiaire ont de plus grandes chances d'accéder à la classe supérieure que les étrangères issues des mêmes classes sociales.

## Conclusion : la persistance des inégalités sociales en Suisse

Cette contribution visait à analyser l'évolution de la distribution des inégalités sociales suite à l'expansion du système éducatif au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en Suisse.

Le cas suisse se révèle particulièrement intéressant, non seulement parce que, contrairement au cas français, il a été peu étudié, mais aussi en raison de la spécificité de son système éducatif, caractérisé par de nombreuses filières de formations professionnelles – dont l'apprentissage est la figure emblématique – qui permettent aux jeunes suisses de s'intégrer aisément sur le marché du travail.

Grace à l'utilisation de données historiques, construites à partir de vingt-et-une enquêtes réalisées entre 1972 et 2013, l'analyse restitue l'expérience de la quasi-totalité des personnes nées au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Ces analyses révèlent que, même si les réformes éducatives ont permis une égalisation de l'accès à l'éducation post-obligatoire, de fortes inégalités sociales persistent en Suisse. En outre, contrairement aux postulats de la théorie libérale de l'industrialisme, la société suisse n'est pas devenue méritocratique, loin s'en faut.

Le culte que la Suisse voue à la formation professionnelle, et tout particulièrement à l'apprentissage, ne se traduit pas par une réduction des inégalités sociales. L'accès à l'université reste très élitiste et la « méritocratie » ne s'applique qu'à une faible part de

la population. L'expansion du système éducatif a en effet rendu l'accès à l'éducation post-obligatoire quasiment universel, sans pour autant ébranler l'ancien ordre social.

Ainsi, l'origine sociale continue d'exercer une forte influence sur la réussite scolaire dans la mesure où les enfants issus de la classe populaire ont plutôt tendance à s'orienter vers l'apprentissage et ceux issus de la classe supérieure vers l'université. En outre, alors que la première tendance est stable, la seconde s'est accentuée au fil du temps : la part des diplômés de l'université issus d'une classe sociale supérieure a augmenté dans les générations les plus jeunes. Toutefois, les inégalités entre classes sociales ont diminué parmi les diplômés de la formation professionnelle supérieure. Ce niveau d'études enregistre d'ailleurs le plus faible taux d'inégalités. Cependant, on ne peut en conclure que l'égalité des chances y est effective, puisque les chances des femmes d'accéder à ce niveau d'études sont nettement moindres que celles des hommes.

Ce n'est pas le cas au niveau du secondaire professionnel et de l'université, où les femmes sont devenues plus nombreuses que les hommes dans la génération la plus jeune. Quant aux différences entre Suisses et étrangers, ces derniers sont beaucoup moins nombreux que les premiers à être diplômés de la formation professionnelle. Néanmoins, nos données ne nous permettant pas de distinguer les étrangers nés et/ou ayant grandi en Suisse de ceux immigrés à l'âge adulte, nous ne pouvons pas véritablement en déduire que les étrangers font des choix d'orientation dans le système éducatif différents de ceux des Suisses. Il est en effet fort probable que ce résultat s'explique largement par la politique d'immigration qui sélectionne des individus, d'un côté, très diplômés, et d'un autre, peu diplômés.

L'analyse de l'évolution de la rétribution des titres éducatifs sur le marché du travail a mis en évidence qu'avec la tertiarisation du marché du travail, les chances d'accéder à la classe supérieure, parmi les diplômés du secondaire professionnel, se sont amoindries. Posséder un diplôme de l'enseignement supérieur est devenu plus important pour accéder à la classe supérieure pour les générations les plus récentes. Les transformations subies par le marché du travail n'ont pas réduit l'inégalité des chances en Suisse. Les analyses montrent en effet qu'à diplôme égal, les individus n'ont pas les mêmes opportunités sur le marché du travail. Ces tendances, particulièrement prononcées au sein des filières professionnelles, révèlent que la réussite sociale continue d'être particulièrement corrélée avec les caractéristiques *ascriptives* des individus, telles que le sexe, l'origine sociale et la nationalité.

Par ailleurs, les avantages et désavantages liés à ces caractéristiques tendent à se cumuler : à même niveau d'études, un homme de nationalité suisse issu de la classe sociale supérieure aura une meilleure situation sur le marché du travail qu'une femme étrangère issue de la classe populaire.

Ainsi, l'expansion du système éducatif, en Suisse, a peu modifié la structure des inégalités sociales. Plutôt qu'une diminution, nous observons une reconfiguration des inégalités.

En outre, le système éducatif suisse explique en grande partie la reproduction de ces inégalités. En effet, tel qu'il est conçu actuellement, avec sa sélection à un âge précoce dans



des filières très segmentées et ses nombreuses filières de formation professionnelle, ce système contribue à l'accentuation des inégalités entre les classes sociales et entre hommes et femmes. De plus, même si nos analyses révèlent que les inégalités entre hommes et femmes ont diminué de manière non négligeable, ces observations s'entendent uniquement sur le plan vertical. Nombres de recherches soulignent en effet la persistance des inégalités entre hommes et femmes au niveau des filières d'études choisies et des choix de métiers (Charles & Buchmann, 1994 ; Charles & Grusky, 2005 ; Kriesi et al., 2010).

Les futures recherches devraient approfondir l'analyse de l'impact de la ségrégation sexuelle à l'école et sur le marché du travail, sur la reproduction des inégalités sociales. Cela permettrait, notamment, d'appréhender plus finement comment les inégalités se construisent et se reproduisent.

## ■ Bibliographie

- Anthias F. (2013), "Hierarchies of social location, class and intersectionality: Towards a translocational frame", *International Sociology*, 28(1), pp. 121-138.
- Becker G. (1964), *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, Chicago: University of Chicago Press.
- Bergman M.M. et al. (2009), « Recodification de la formation dans les enquêtes », *Document de Travail non publié*.
- Blau P. & Duncan O. (1967), *The American occupational structure*, New York: Wiley.
- Bol T. (2013), *Why does education pay off?* University of Amsterdam, Amsterdam, PhD dissertation of the Faculty of Social and Behavioural Sciences.
- Bonoli L. (2012), « La naissance de la formation professionnelle en Suisse : entre compétences techniques et éducation morale », *Education permanente*, 192, pp. 209-221.
- Boudon R. (1985), *L'inégalité des chances : la mobilité sociale dans les sociétés Industrielles*, 3<sup>e</sup> édition ed., Paris, Armand Colin.
- Bourdieu P. & Passeron J.-C. (1970), *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P. & Passeron J.-C. (1964), *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Minuit.
- Breen R. (2004), *Social Mobility in Europe*, Oxford: Oxford University Press.
- Breen R. et al. (2009), "Nonpersistent Inequality in Educational Attainment: Evidence from Eight European Countries", *American Journal of Sociology*, 114(5), pp. 1475-1521.

- Breen R. & Goldthorpe J.H. (1997), "Explaining educational differentials. Towards a formal rational action theory", *Rationality and Society*, 9(3), pp. 275 -305.
- Buchmann C. & DiPrete T.A. (2006), "The Growing Female Advantage in College Completion: The Role of Family Background and Academic Achievement", *American Sociological Review*, 71(4), pp. 515-541.
- Buchmann M. & Sacchi S. (1998), "The transition from school to work in Switzerland. Do characteristics of the educational system and class barriers matter?" In Shavit Y. & Müller W., éd. *From School to Work*, Oxford, Clarendon Press, pp. 407-442.
- Charles M. & Buchmann M. (1994), "Assessing micro-level explanations of occupational sex segregation: human-capital development and labor market opportunities in Switzerland", *Swiss Journal of Sociology*, 20(3), pp. 595-620.
- Charles M. & Grusky D. (2005), *Occupational Ghettos: The Worldwide Segregation of Women And Men*, Stanford: Stanford University Press.
- Commission européenne (2010), « Donner un nouvel élan à la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels pour appuyer la stratégie Europe 2020 ».
- DiPrete T.A. & Eirich G.M. (2006), "Cumulative advantage as a mechanism for inequality: A review of theoretical and empirical developments", *Annu. Rev. Sociol.*, 32, pp. 271-297.
- Falcon J. (2013), *Social Mobility in 20th Century Switzerland*, Thèse de doctorat en sciences sociales de la faculté des sciences sociales et politiques, université de Lausanne, Lausanne.
- Falcon J. (2012), "Temporal Trends in Intergenerational Social Mobility in Switzerland: A Cohort Study of Men and Women Born between 1912 and 1974", *Swiss Journal of Sociology*, 38(2), pp. 153-175.
- Falcon J. & Joye D. (2015), « Formation et mobilité sociale en Suisse : Regards sur cinquante ans d'inégalités », In Felouzis G. & Goastellec G., éd. *Les Inégalités Scolaires en Suisse*, Bern, Peter Lang, pp. 201-224.
- Gianettoni L. (2011), « Orientations scolaires et professionnelles en Suisse : l'impact du genre », *Questions au féminin*, (34), pp. 46-57.
- Gianettoni L. et al. (2015), « Aspirations professionnelles des jeunes en Suisse : rôles sexués et conciliation travail/famille », *Social Change in Switzerland*, (3), pp. 1-9.
- Goldthorpe J.H. (1987), *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*, Oxford, Clarendon Press.

- Imdorf C. et al. (2014), "How cantonal education systems in Switzerland promote gender-typical school-to-work transitions", *Swiss Journal of Sociology*, 40(2), pp. 551-572.
- Jackson M., Goldthorpe J.H. & Mills C. (2005), "Education, Employers and Class Mobility", *Research in Social Stratification and Mobility*, 23, pp. 3-33.
- Jacot C. (2013), « Le rôle de la classe sociale d'origine dans la détermination des positions de classe à niveau de formation équivalent », *Swiss Journal of Sociology*, 39(1), pp. 81-102.
- Jann B. & Combet B. (2012), „Zur Entwicklung der intergenerationalen Mobilität in der Schweiz“, *Swiss Journal of Sociology*, 38(2), pp. 177-199.
- Jann B. & Seiler S. (2014), "A New Methodological Approach for Studying Intergenerational Mobility with an Application to Swiss Data", University of Bern, *Social Science Working Paper* n° 5.
- Journal officiel de l'Union européenne* (2010), « Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur les priorités de la coopération européenne renforcée en matière d'enseignement et de formation professionnels pour la période 2011-2020 ».
- Kerr C. et al. (1960), *Industrialism and industrial man*, Cambridge, Harvard University Press.
- Kriesi I., Buchmann M. & Sacchi S. (2010), "Variation in job opportunities for men and women in the Swiss labor market 1962–1989", *Research in Social Stratification and Mobility*, 28(3), pp. 309-323.
- OCDE (2013), *Education at a Glance 2013*, OCDE Indicators.
- Office fédéral de la statistique (2013), *Population résidante permanente étrangère selon la nationalité*.
- Parsons T. (1960), *Structure and process in modern societies*, Glencoe: Free press.
- Pecoraro M. (2005), « Les migrants hautement qualifiés », In Haug W. & Wanner P., éd. *Migrants et marché du travail. Compétences et insertion professionnelle des personnes d'origine étrangère en Suisse*, Statistique de la Suisse, Neuchâtel, Office fédéral de la statistique, pp. 71-109.
- Pfeffer F.T. (2008), "Persistent inequality in educational attainment and its institutional context", *European Sociological Review*, 24(5), pp. 543.
- Piguet E. (2013), *L'immigration en Suisse. Soixante ans d'entrouverture* 3<sup>ème</sup> édition, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

- Rose D. & Harrison E. (2010), *Social Class in Europe: An introduction to the European Socio-economic Classification*, New York, Routledge.
- Shavit Y. & Müller W. (1998), *From school to work*, Oxford, Clarendon Press.
- SKBF-CSRE (2014), *L'éducation en Suisse - rapport 2014*, Aarau, SKBF-CSRE.
- Spence M. (1973), "Job Market Signaling", *Quarterly Journal of Economics*, 87, pp. 355-374.
- Thurow L. (1975), *Generating Inequality*, London, MacMillan Press.
- Treiman D. (1970), "Industrialization and Social Stratification", *Sociological Inquiry*, 40(2), pp. 207-234